



Encadré 2 :

PREMIERS RÉSULTATS DE L'ÉDITION 2018 DE L'ENQUÊTE SUR LE COMPORTEMENT FINANCIER ET DE CONSOMMATION DES MÉNAGES AU LUXEMBOURG

Cet encadré présente les principaux résultats de la troisième vague de l'enquête sur le comportement financier et de consommation des ménages au Luxembourg (LU-HFCS). Cette édition de l'enquête a été conduite en 2018 par la Banque centrale du Luxembourg (BCL) en collaboration avec le *Luxembourg Institute of Socio-Economic Research* (LISER). L'objectif était de recueillir des informations détaillées sur les bilans des ménages (leurs actifs et leurs passifs) ainsi que sur leurs revenus et leur consommation. Ces informations permettent d'analyser la dette et le patrimoine des ménages et leur distribution à travers la population. Au Luxembourg, l'enquête LU-HFCS est la seule source de données détaillées sur les bilans des ménages individuels.³⁶

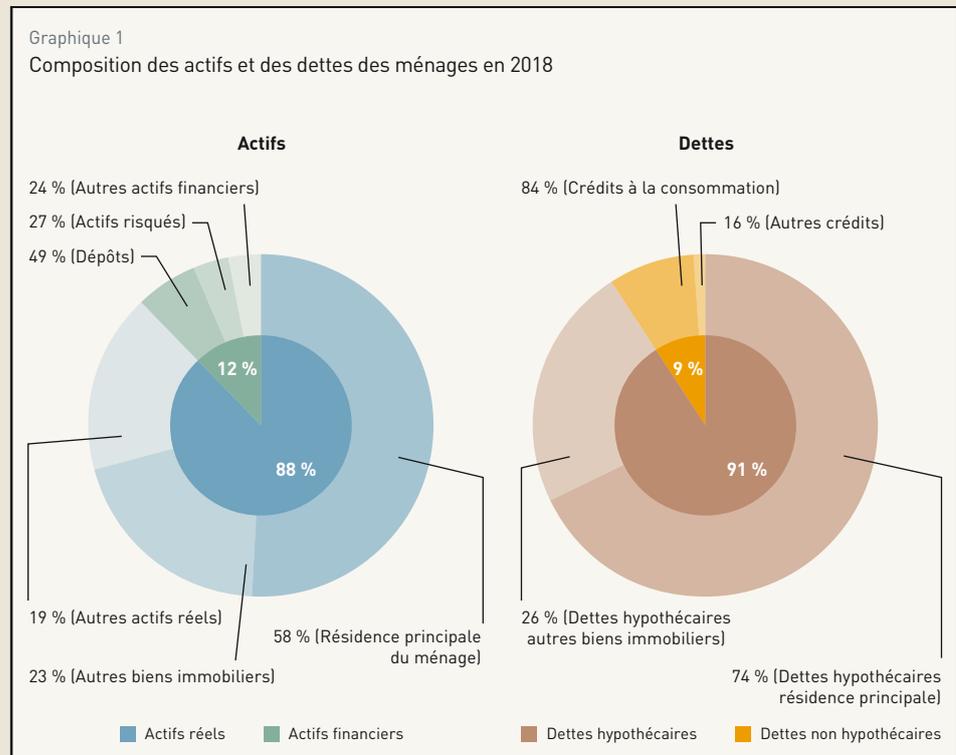
La troisième vague se base sur un échantillon représentatif comportant plus de 1 600 ménages résidant au Luxembourg. En comparant les différentes vagues de l'enquête, il faut tenir présent que chaque échantillon est sélectionné pour être représentatif de l'année en question et que les ménages retenus sont généralement différents d'un échantillon à l'autre.

ACTIFS DES MÉNAGES

Les actifs des ménages se composent d'actifs réels et d'actifs financiers. En général, les actifs réels, tels que les biens immobiliers, véhicules ou objets de valeur, représentent la part la plus importante du patrimoine. En 2018, ils

³⁶ Un cahier d'études contenant des informations plus détaillées devrait paraître bientôt en 2020.

représentaient 88 % de tous les actifs bruts³⁷ détenus par les ménages au Luxembourg (Graphique 1). La plupart des ménages était propriétaire de véhicules (87 %) ou de leur résidence principale (69 %). Une part importante des ménages était propriétaire d'autres biens immobiliers (26 %) ou d'objets de valeur (26 %). Ces statistiques sont proches de celles de 2014. En 2018, la valeur moyenne³⁸ des actifs réels bruts détenus par les ménages atteignait € 881 400. La résidence principale et les autres biens immobiliers constituaient les deux catégories les plus importantes (respectivement 58 % et 23 % du total des actifs réels). Les autres catégories ne représentaient qu'une part limitée des actifs réels, soit 15 % pour les entreprises individuelles, 3 % pour les véhicules et 1 % pour les objets de valeur.



Sources: Calculs BCL basés sur les vagues 1, 2 et 3 de l'enquête LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples. Les actifs financiers excluent les pensions publiques et professionnelles.

En 2018, seulement 12 % de tous les actifs bruts détenus par les ménages étaient des actifs financiers (Graphique 1). Ceux-ci se composaient de dépôts (49 %), d'actifs risqués, tels que les fonds communs de placement (21 %) et les actions (7 %), et d'autres actifs financiers (24 %). Les actifs financiers les plus détenus étaient le compte à vue et le compte d'épargne, présents au sein de 97 % des ménages.

En 2018, la valeur moyenne des actifs financiers atteignait € 121 300, à comparer avec une valeur moyenne de € 132 400 en 2014. Moins de ménages détenaient des fonds communs de placement (15 % des ménages en 2014 et 12 % en 2018), des obligations (passage de 3 % à 1 % des ménages) ou des actions (de 9 % à 8 %).

L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES

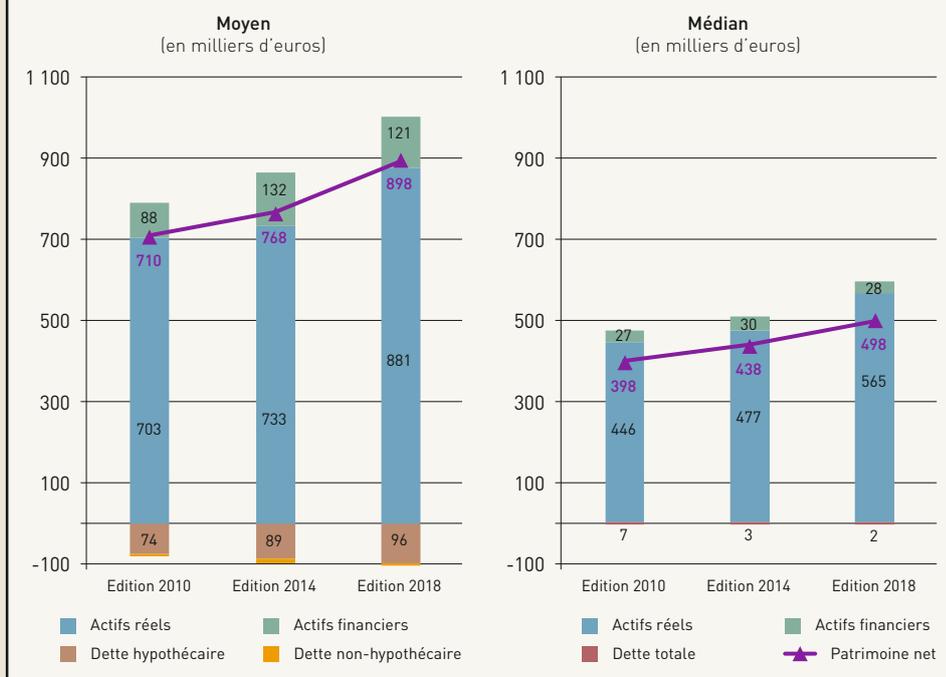
En 2018, un peu plus que la moitié des ménages détenaient au moins un type de dette (53 %). Il s'agissait de crédits hypothécaires, détenus par 31 % des ménages, ou d'autres types de dette, détenus par 35 % des ménages. La dette hypothécaire moyenne représentait la plus grande partie de la dette totale des ménages (91 %) (Graphique 1). La valeur moyenne de la dette des ménages a augmenté de 8 %, passant de € 97 300 en 2014 à € 104 800 en 2018, tandis que la part des ménages qui sont endettés a diminué, passant de 55 % à 53 %. Ainsi, parmi les ménages endettés, le montant moyen de la dette a augmenté de 10 % entre 2014 et 2018. Ces évolutions confirment des tendances déjà observées entre 2010 et 2014. La part des ménages ayant contracté

37 Les actifs bruts ne tiennent pas compte d'éventuelles dettes qui ont servi à financer leur acquisition.

38 Les valeurs sont arrondies et présentées en termes nominaux.

Graphique 2

Le patrimoine net médian et moyen des ménages, 2010, 2014 et 2018



Sources: Calculs BCL basés sur les vagues 1, 2 et 3 de l'enquête LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples. Les actifs financiers excluent les pensions publiques et professionnelles.

des prêts à la consommation était pratiquement inchangée entre 2014 et 2018 (-0,1 points de pourcentage).

LE PATRIMOINE NET DES MÉNAGES ET L'INÉGALITÉ

Entre 2014 et 2018, la valeur moyenne du patrimoine net³⁹ des ménages a augmenté de 17 % en termes nominaux pour atteindre € 897 900 (Graphique 2). En termes réels, c.-à-d. après correction pour la variation des prix à la consommation, cela correspond à une augmentation de 12 %. La valeur médiane du patrimoine net (c.-à-d. la valeur du patrimoine net qui divise la population en deux moitiés) a atteint € 498 500, augmentant de 14 % en termes nominaux et de 9 % en termes réels.

Selon coefficient de Gini, les inégalités de patrimoine sont presque inchangées entre 2014 et 2018. En 2018, les 5 % des ménages les plus fortunés possédaient environ 38 % du patrimoine total des ménages, tandis que les 20 % des ménages les plus fortunés en possédaient près des deux tiers. Ces résultats ressemblent à ceux observés en 2014.

39 Le patrimoine net se calcule en déduisant le montant des dettes du montant des actifs (réels et financiers).